

# Ouganda : situation des personnes LGBTQI+ et protection de l'État

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Berne, le 1er juin 2023

## **Impressum**

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)  
Case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 370 75 75  
Fax 031 370 75 00  
E-mail : [info@osar.ch](mailto:info@osar.ch)  
Internet : [www.osar.ch](http://www.osar.ch)  
CCP dons : 10-10000-5

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2023 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

# Sommaire

<b>1</b>	<b>Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>Cadre légal</b> .....	<b>4</b>
2.1	Dispositions légales criminalisant l'homosexualité .....	4
2.2	Loi de 2023 sur l'homosexualité .....	4
2.3	Pas de loi sur les discriminations contre les personnes LGBTQI+ ni de possibilité de changer de marqueur d'identité de genre.....	5
2.4	Restrictions à la liberté d'expression sur les sujets LGBTQI+ .....	6
2.5	Restrictions aux organisations de la société civile .....	6
<b>3</b>	<b>Mise en œuvre du cadre juridique concernant les personnes LGBTQI+</b> .....	<b>7</b>
<b>4</b>	<b>Traitement des personnes et organisations LGBTQI+ par des acteurs étatiques et nonétatiques</b> .....	<b>8</b>
4.1	Persécution et discrimination par des acteurs étatiques .....	8
4.2	Stigmatisation, violences et discrimination par la société et l'entourage .....	9
<b>5</b>	<b>Protection et assistance</b> .....	<b>10</b>
5.1	Protection de l'Etat .....	10
5.2	Assistance de la société civile .....	11
<b>6</b>	<b>Sources :</b> .....	<b>12</b>

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

# 1 Introduction

Les questions suivantes sont tirées d'une demande adressée à l'analyse-pays de l'OSAR :

1. Quel est l'état actuel de la législation concernant les personnes LGBTQI+ ?
2. Quelles sont les conséquences, notamment pénales, pour des personnes qui aident des membres de la communauté LGBTQI+ en Ouganda ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Ouganda depuis plusieurs années.<sup>1</sup> Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert-e-s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

## 2 Cadre légal

### 2.1 Dispositions légales criminalisant l'homosexualité

**Criminalisation de l'homosexualité. Relations sexuelles entre personnes de même sexe punies de l'emprisonnement à vie. Projets de modifications législatives en 2010 et 2013 visant à instaurer la peine de mort pour actes homosexuels.** D'après le *Département d'Etat des États-Unis (USDOS)*, les relations sexuelles consenties entre personnes de même sexe sont illégales en Ouganda, en vertu d'une loi datant de l'époque coloniale. Cette loi criminalise « la connaissance charnelle de toute personne contre l'ordre de la nature ». La peine peut aller jusqu'à l'emprisonnement à vie (USDOS, 20 mars 2023). Selon l'Organisation non gouvernementale (ONG) *International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA)*, qui documente la législation sur les personnes LGBTQI+ dans tous les pays du monde, l'article 145 du Code pénal ougandais, amendé en 2000, prévoit l'emprisonnement à vie pour quiconque « a une connaissance charnelle d'une personne, contre l'ordre de la nature ». Cette disposition est restée en vigueur dans toutes les versions ultérieures du Code pénal (ILGA, 2020).

### 2.2 Loi de 2023 sur l'homosexualité

**Loi anti-homosexualité promulguée en mai 2023 qui durcit fortement la répression contre les personnes LGBTQI+ et la liberté d'expression sur les sujets LGBTQI+. Les personnes reconnues coupables d'« homosexualité aggravée » sont passibles de la peine de mort. Jusqu'à 20 ans de prison pour « promotion » de l'homosexualité.** Selon CNN, le 29 mai 2023, le président ougandais Yoweri Museveni a promulgué une loi anti-LGBTQI+ qui prévoit des peines plus lourdes pour les relations homosexuelles et la « promotion » de l'homosexualité. La loi introduit la notion d'« homosexualité aggravée », qui comprend les relations sexuelles avec un mineur, les relations sexuelles avec une personne séropositive et l'inceste. Les personnes reconnues coupables de cette infraction sont désormais passibles de la peine de mort. La loi criminalise également l'éducation sexuelle de la communauté gay et rend illégal le fait de ne pas dénoncer à la police les auteurs d'homosexualité

---

<sup>1</sup> [www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine](http://www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine)

aggravée. La loi appelle également à la thérapie de conversion pour les homosexuels (CNN, 29 mai 2023). Le journal *Le Monde* précise que la peine capitale ne s'appliquerait qu'aux récidivistes (*Le Monde*, 29 mai 2023). Selon *Human Rights Watch* (HRW), la loi prévoit également une peine de dix ans de prison pour tentative de comportement homosexuel, ainsi qu'une peine pouvant aller jusqu'à 20 ans de prison pour le crime de « promotion » de l'homosexualité (HRW, 30 mai 2023). Selon *Le Monde*, cette disposition inquiète fortement les organisations de défense des droits des personnes LGBTQI+ qui à travers leurs activités pourraient se voir accusées de ce crime (*Le Monde*, 29 mai 2023). HRW souligne que cette disposition pourrait également concerner ceux qui apportent un soutien financier à ces organisations (HRW, 30 mai 2023). Selon *The Guardian*, l'omission de dénoncer des actes d'homosexualité aggravée serait punie de cinq ans d'emprisonnement ou d'une amende de 10 millions de shillings ougandais, ou l'équivalent de 2418 francs suisses<sup>2</sup>. En outre, le fait de permettre que ses locaux soient utilisés pour des actes d'homosexualité est passible de sept ans d'emprisonnement (*The Guardian*, 2 mai 2023). CNN relève que la loi distingue les personnes qui s'identifient ou semblent être LGBTQI+ et celles qui se livrent effectivement à des actes homosexuels. Ainsi, les personnes qui n'agissent pas en fonction de leur homosexualité ne seront pas punies par la loi (CNN, 2 mai 2023). Le journal *Le Monde* précise que cette distinction a été demandée par le président Yoweri Museveni et introduite par les élus dans le texte voté le 2 mai 2023 (*Le Monde*, 29 mai 2023).

**Le texte législatif anti-homosexualité le plus dur au monde. Une loi qui viole les droits fondamentaux garantis par la constitution ougandaise et les engagements internationaux du pays sur les droits humains. Fermes condamnations au niveau international.**

Pour le quotidien britannique *The Guardian*, la loi anti-homosexualité de 2023 serait le texte législatif le plus dur au monde envers l'homosexualité (*The Guardian*, 2 mai 2023). Pour HRW, cette loi viole de nombreux droits fondamentaux garantis par la constitution ougandaise et rompt les engagements pris par le gouvernement en tant que signataire d'un certain nombre d'accords internationaux sur les droits de l'homme (HRW, 30 mai 2023). Selon *Le Monde*, la promulgation de la loi a été largement condamnée au niveau international, notamment par le président américain Joe Biden qui a dénoncé une « atteinte tragique » aux droits humains, ainsi que par le chef de la diplomatie européenne, Joseph Borell, qui a qualifié la promulgation de « déplorable ». De son côté, le Royaume-Uni a indiqué que la loi « augmentera les risques de violence, de discriminations et de persécution (...) ». Après le vote initial du 21 mars 2023, le haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk, avait dénoncé un « texte discriminatoire – probablement le pire au monde en son genre » (*Le Monde*, 29 mai 2023).

## **2.3 Pas de loi sur les discriminations contre les personnes LGBTQI+ ni de possibilité de changer de marqueur d'identité de genre**

**Pas de loi anti-discrimination concernant les personnes LGBTQI+ ni de reconnaissance juridique de ces personnes.** Selon USDOS, la loi ougandaise interdit la discrimination fondée sur la race, le sexe, la couleur, l'origine ethnique, la religion, l'opinion politique, l'origine nationale ou la citoyenneté, l'origine sociale, le statut de réfugié ou d'apatride, le handicap,

---

<sup>2</sup> Selon le taux de change du 17 mai 2023.

l'âge, la langue et la séropositivité ou la maladie transmissible. L'orientation sexuelle et l'identité de genre ne sont pas des catégories protégées par la loi. En effet, la loi n'interdit pas explicitement la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre. La loi ne reconnaît ni les personnes, ni les couples, ni les familles LGBTQI+ (USDOS, 20 mars 2023).

**Pas de possibilité légale de modifier ses marqueurs d'identité de genre.** Selon USDOS, l'Ouganda ne permet pas aux individus de modifier leur marqueur d'identité de genre sur les documents légaux et d'identification. La loi ne prévoit pas de possibilité de s'identifier comme non-binaire/intersexe/non-conforme au genre. Les militant-e-s des droits humains ont signalé à USDOS que les personnes transgenres pouvaient officiellement changer de nom, mais que les fonctionnaires du gouvernement les empêchaient de modifier leur marqueur d'identité de genre sur les documents officiels. Toutefois, une personne, Cleopatra Kambugu, a légalement changé son marqueur d'identité de genre pour un marqueur féminin en 2021 (USDOS, 20 mars 2023).

## 2.4 Restrictions à la liberté d'expression sur les sujets LGBTQI+

**Restrictions et sanctions concernant la diffusion d'informations relatives à l'homosexualité.** Selon ILGA, l'article 9 de la loi ougandaise sur la presse et les journalistes de 1995 prévoit que le Conseil des médias peut censurer les films, pièces de théâtre et autres contenus médiatiques. La loi sur les médias électroniques de 1996 a créé le Conseil de la radiodiffusion, qui peut réglementer le contenu radiophonique selon des normes qui interdisent les contenus contraires à la moralité publique. La loi ougandaise sur les communications de 2013 oblige les radiodiffuseurs à s'assurer que tout programme n'est pas contraire à la moralité publique. La Commission des communications de l'Ouganda a émis en 2019 des normes pour la programmation générale de la radiodiffusion en Ouganda, dont l'article 6.5 indique : « les informations, thèmes ou sous-intrigues sur des modes de vie tels que l'homosexualité, le lesbianisme, la bisexualité, le transsexualisme, le travestissement, la pédophilie et l'inceste [ne doivent pas les] promouvoir, justifier ou glorifier ». Ces normes interdisent la diffusion du dialogue ou des informations explicites sur ces sujets. Les normes contiennent également un article 8.6 qui indique que les programmes d'éducation sexuelle ne doivent pas encourager ou promouvoir des actes sexuels contre nature (ILGA, 2020).

**Loi sur l'homosexualité de 2023 qui menace la liberté d'expression et le travail des médias sur les sujets LGBTQI+.** Selon la *Deutsche Welle* (DW), la loi anti-homosexualité de 2023 (soit le projet tel qu'il a été adopté postérieurement à l'article du média germanophone) impose d'importantes restrictions aux médias et aux défenseurs des droits des personnes LGBTQI+. Des journalistes, éditeurs, personnes ou médias pourraient être poursuivis et emprisonnés pour publication, diffusion ou distribution de contenus, considérés comme en faveur des droits des personnes LGBTQI+ (DW, 23 mars 2023). HRW précise que ces dispositions concernent également toute communication sous format numérique (HRW, 22 mars 2023).

## 2.5 Restrictions aux organisations de la société civile

**Interdiction de l'enregistrement des ONG qui ne respectent pas les lois de l'Ouganda, y compris celles relatives à l'homosexualité.** Selon ILGA, la loi sur les organisations non gouvernementales de 2016 prévoit dans son article 30(1)(a) l'interdiction de l'enregistrement de toute organisation dont les objectifs, tels que spécifiés dans ses statuts, « contreviennent aux lois de l'Ouganda », ce qui inclut les interdictions et restrictions qui frappent les personnes LGBTQI+ (ILGA, 2020). Selon DW, les personnes ou les institutions qui soutiennent ou financent des activités de défense des droits des LGBTQI+ pourraient être poursuivies et emprisonnées en application de la loi antihomosexualité de 2023 (DW, 23 mars 2023).

### 3 Mise en œuvre du cadre juridique concernant les personnes LGBTQI+

**Répression et mauvais traitements contre les personnes LGBTQI+.** D'après USDOS, bien que le gouvernement ougandais n'ait pas directement appliqué la loi qui criminalise les relations sexuelles consenties entre personnes de même sexe, cette disposition a été utilisée indirectement pour restreindre les droits des personnes LGBTQI+ (USDOS, 20 mars 2023). Selon les données de la police ougandaise, rapportées par la BBC, 194 personnes ont été inculpées au titre de l'infraction d'offense contre-nature entre 2017 et 2020, et 25 d'entre elles ont été condamnées (BBC, 7 août 2022). Selon ILGA, plusieurs cas de détention et d'examens anaux forcés par la police ont été recensés dans le pays. Un rapport de 2019 de l'ONG *Human Rights Awareness and Promotion Forum* identifie la police ougandaise comme le plus grand violeur des droits humains dans le pays (ILGA, 2020).

**Arrestation collective de personnes LGBTQI+ en application de l'article 145 du Code pénal qui sanctionne les relations sexuelles entre personnes de même sexe.** Selon ILGA, en mai 2020, 23 personnes LGBTQI+ ont été arrêtées dans un refuge pour minorités sexuelles près de Kampala pour s'être rassemblées en public et avoir violé le confinement imposé dans le cadre de la pandémie de Covid-19. Après avoir été intimidés par les forces de police et les résidents locaux en raison de leur orientation sexuelle, les détenus auraient d'abord été inculpés de connaissance charnelle en violation de l'article 145 du Code pénal ougandais, qui sanctionne l'activité sexuelle consensuelle entre personnes de même sexe. 19 personnes sont restées en détention et se seraient vu refuser l'accès à leurs avocats pendant des semaines avant qu'une décision de justice ne soit rendue en faveur de leur libération (ILGA, 2020).

**Restriction de la liberté d'association, y compris pour les organisations travaillant sur les droits des personnes LGBTQI+.** Selon USDOS, le gouvernement n'a pas respecté le droit à la liberté d'association prévu par la loi et la constitution ougandaise. Le gouvernement a limité les activités des ONG, dont celles qui traitent des droits des personnes LGBTQI+. La réglementation exige la divulgation des sources de financement et des informations personnelles des employé-e-s des ONG. Sont aussi imposées aux ONG des exigences onéreuses sur l'enregistrement et l'établissement de rapports. USDOS ajoute qu'en Ouganda, il existe une agence gouvernementale appelée le Bureau des ONG. Celle-ci enregistre officiellement les organisations et peut refuser l'enregistrement de toute organisation qui traite de sujets jugés comme étant indésirables ou préjudiciables à la dignité du peuple ougandais. Le Bureau des ONG peut aussi inspecter les bureaux et les dossiers des ONG et suspendre leurs

activités sans procédure régulière. Ainsi, le Bureau des ONG a imposé des frais administratifs, d'enregistrement et de renouvellement de permis que les ONG locales ont trouvé exorbitants. Le 5 août 2022, le gouvernement a suspendu l'organisation de défense des personnes LGBTQI+ *Sexual Minorities Uganda* (SMUG) après l'avoir empêchée de s'enregistrer, tout comme de nombreuses autres organisations de la société civile (USDOS, 20 mars 2023).

**Personnes transgenres poursuivies en justice.** Selon la BBC, le fait d'être transgenre en Ouganda n'est pas illégal. Cependant, les personnes transgenres sont régulièrement poursuivies pour d'autres délits, notamment celui de personnification ou fausse représentation, selon des rapports compilés par des organisations de défense des droits (BBC, 7 août 2022).

**Censure d'œuvres artistiques ou d'émissions dans les médias qui traitent des sujets LGBTQI+.** Selon ILGA, en 2017, le Conseil des médias a interdit un film néerlandais qui glorifiait l'homosexualité. En 2004, le Conseil de la radiodiffusion a infligé une amende à une station de radio pour avoir accueilli des homosexuels lors d'un débat en direct, au motif que cela était contraire à la moralité publique (ILGA, 2020).

## 4 Traitement des personnes et organisations LGBTQI+ par des acteurs étatiques et nonétatiques

### 4.1 Persécution et discrimination par des acteurs étatiques

**Arrestations et détentions arbitraires de personnes LGBTQI+ au prétexte de ne pas avoir respecté les restrictions sur le Covid-19.** Selon USDOS, les forces de sécurité ont souvent arrêté et détenu arbitrairement des personnes, en particulier des dirigeants de l'opposition, des hommes politiques, des militants, des manifestants, des journalistes, des personnes LGBTQI+, ainsi que de simples membres de la population accusés d'avoir enfreint les restrictions imposées par la pandémie de Covid-19. Les personnes arrêtées ont, selon la loi, le droit de contester la légalité de leur arrestation ou de leur détention devant un tribunal. Mais ce mécanisme a rarement été utilisé et, lorsqu'il l'a été, a rarement abouti (USDOS, 20 mars 2023).

**Arrestations de personnes LGBTQI+.** Selon *Pink News*, dans le contexte du vote de la loi ougandaise contre l'homosexualité de 2023, le pays réprime sa communauté LGBTQI+. Six hommes de 20 à 26 ans ont été arrêtés par la police, cela après qu'une vidéo de 17 secondes, les montrant en train de se livrer à des activités sexuelles, a été diffusée sur les réseaux sociaux. Les hommes ont comparu au tribunal de Jinja le 18 avril 2023, devant le juge Yafesi Ochieng qui leur a refusé la liberté sous caution, au motif d'assurer leur propre sécurité. *Pink News* cite un journal local selon lequel la police affirme avoir trouvé les hommes en possession de 192 sachets de lubrifiant et des vêtements au drapeau arc-en-ciel. Les hommes sont accusés de faire partie d'un réseau préparant de jeunes garçons à la sodomie, et d'enregistrer des vidéos pornographiques et sexuelles diffusées en direct à des donateurs pour obtenir un financement (*Pink News*, 21 avril 2023).



**Répression contre les individus qui agissent en faveur de personnes LGBTQI+.** Selon AI, le 17 avril 2023, un tribunal de Jinja, dans l'est de l'Ouganda, a refusé la libération sous caution six jeunes éducateurs. Ces personnes travaillent pour des organisations de santé, et avaient été arrêtées le 8 avril 2023, sous l'accusation de faire partie d'un réseau sexuel criminel. Les forces de police ougandaises ont confirmé avoir forcé les six personnes à des examens anaux et les avaient testées pour le VIH (AI, 20 avril 2023).

**Risque d'altération de l'accès aux soins pour les personnes concernées par le VIH/SIDA en cas de passage de la nouvelle loi sur l'homosexualité.** Selon le programme des Nations Unies sur le VIH (UNAIDS), l'adoption de la loi antihomosexualité de 2023 anéantira les progrès que l'Ouganda avait effectué en matière de lutte contre le VIH/SIDA. L'adoption de la loi de 2023 éloignera également la population vulnérable des services vitaux, et empêcherait les professionnels de la santé, y compris les groupes de la société civile, de fournir des services de prévention, de dépistage et de traitement contre le VIH/SIDA. Le programme onusien insiste sur le fait que des recherches menées en Afrique subsaharienne montrent que, dans les pays qui criminalisent l'homosexualité, la prévalence du VIH est cinq fois plus élevée chez les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes que dans les pays qui n'ont pas ce type de législation (UNAIDS, 3 mai 2023).

**Encouragement à changer d'orientation sexuelle.** Selon USDOS, certains fonctionnaires ont ouvertement encouragé les tentatives de changement d'orientation sexuelle des personnes LGBTQI+ (USDOS, 20 mars 2023).

**Discours de haine contre les personnes LGBTQI+ de la part du président ougandais et de responsables étatiques et de législateurs.** AI a exprimé sa préoccupation concernant les propos homophobes, tenus par le président Museveni, et d'autres hauts responsables, autour de l'adoption du projet de loi réprimant les personnes LGBTQI+ par le Parlement, incitant à la haine, la discrimination la violence contre des personnes LGBTQI+ (AI, 20 avril 2023). Selon *Pink News*, le président ougandais a une longue histoire d'homophobie et a déclaré, peu après l'adoption du premier projet de loi antihomosexualité de 2023, que l'Afrique devait sauver le monde de l'homosexualité (*Pink News*, 21 avril 2023). Selon la BBC, en 1986 lors d'une intervention sur CNN, le président ougandais avait déjà tenu des propos homophobes, qualifiant les homosexuels de dégoûtants (BBC, 7 août 2022). Selon la DW, la majorité des législateurs ont salué le projet de loi antihomosexualité de 2023 et ont fait valoir qu'il protégeait les valeurs familiales traditionnelles et la culture diversifiée de l'Ouganda (DW, 23 mars 2023). Selon HRW, l'introduction du projet de loi antihomosexualité de 2023 fait suite à des mois de discours hostiles aux minorités sexuelles et de genre de la part de personnalités publiques en Ouganda. Le 5 février 2023, le général Francis Takirwa, commandant adjoint de l'armée de terre, a appelé à exclure les personnes homosexuelles des services de santé. Toujours selon HRW, le 24 février 2023, le ministre ougandais des Sports, Peter Ogwang a demandé l'introduction de la peine de mort pour comportement homosexuel (HRW, 9 mars 2023). L'ONG ougandaise SMUG, citée par la BBC, a dénoncé les discours anti-homosexuels prononcés par des hommes politiques ougandais, notamment à l'approche des élections nationales de 2021. Selon SMUG, les personnalités politiques utilisent la communauté LGBTQI+ comme bouc émissaire, ce qui alimente l'homophobie (BBC, 7 août 2022).

## 4.2 Stigmatisation, violences et discrimination par la société et l'entourage

**Explosion des violences homophobes depuis l'adoption parlementaire du projet de loi antihomosexualité de 2023.** L'agence de presse *Reuters* relate que l'adoption au Parlement du projet de loi antihomosexualité de 2023 a fait exploser les actes homophobes, déclenchant une vague d'arrestations, d'expulsions, de dénonciations par des membres de la famille et d'attaques collectives. Selon les témoignages recueillis par cette agence, cette explosion d'actes homophobes serait pire que celle connue en Ouganda lors de la discussion d'un projet de loi similaire en 2013. *Reuters* relate le témoignage d'une personne LGBTQI+ qui, après l'adoption parlementaire du projet de loi antihomosexualité de 2023, a supprimé ses comptes Facebook, WhatsApp et Twitter. Un ami lui a ensuite dit que des gens de son quartier discutaient de sa sexualité, et elle a quitté son domicile, craignant d'être envoyée en prison, et d'y être la cible de violences sexuelles. L'agence de presse relate que d'autres personnes LGBTQI+ ougandaises prennent des mesures pour tenter d'améliorer leur sécurité. Ils et elles modifient les itinéraires empruntés entre domicile et travail, et se munissent de bombes lacrymogènes. D'autres cherchent à quitter l'Ouganda. *Reuters* ajoute un témoignage selon lequel une association de soutien aux personnes LGBTQI+ a été contactée par au moins quatorze personnes LGBTQI+ cherchant de l'aide pour obtenir l'asile à l'étranger. L'agence de presse indique également que le projet de loi antihomosexualité de 2023 assombrit les perspectives de retour en Ouganda pour les personnes ougandaises LGBTQI+ qui se trouvent hors du pays (*Reuters*, 24 avril 2023). D'après USDOS, des défenseurs des droits humains ont signalé que les lesbiennes et les femmes transgenres ont subi des violences sexistes et des viols qui viseraient à modifier leur sexualité (USDOS, 20 mars 2023).

**Attaques contre des membres d'associations de défense des minorités sexuelles.** Selon l'association SMUG, citée par la BBC, en 2010, plusieurs membres de l'association ont été attaqués ou harcelés à la suite de la publication d'un article publiant des photos et noms de personnes homosexuelles sous le titre « Pendez-les ! », y compris une femme qui a failli être tuée par des jets de pierre sur sa maison de la part de voisins (BBC, 7 août 2022).

**Discriminations des personnes LGBTQI+.** Selon USDOS, qui cite des militant-e-s des droits humains, les personnes LGBTQI+ sont victimes de stigmatisation et de discrimination dans l'accès aux soins, l'emploi, le logement et d'autres services sociaux. Les militant-e-s des droits humains ont indiqué que les familles reniaient les personnes LGBTQI+ et les expulsaient, ce qui a laissé de nombreuses personnes sans abri et en a poussé d'autres à dissimuler leur orientation sexuelle (USDOS, 20 mars 2023).

**Pressions sociales, séances de conseil et mariages arrangés ou forcés afin de faire changer les personnes LGBTQI+ d'orientation sexuelle.** Selon USDOS, qui cite des militant-e-s des droits humains, les personnes LGBTQI+ subissent d'intenses pressions sociales pour changer d'orientation sexuelle. Les militant-e-s des droits humains ont rapporté que certaines familles ont fait suivre à leurs enfants LGBTQI+ des séances de conseil avec des chefs religieux, ou encore les ont contraints à des mariages arrangés ou forcés dans le but de changer leur orientation sexuelle. Certains fonctionnaires ont ouvertement encouragé les tentatives de changement d'orientation sexuelle des personnes LGBTQI+ (USDOS, 2023).

## 5 Protection et assistance

### 5.1 Protection de l'Etat

**Absence d'enquête adéquate de la part des autorités sur les crimes commis contre des personnes LGBTQI+.** D'après USDOS, des personnes militantes des droits humains ont signalé des cas de violences commises par des acteurs non étatiques à l'encontre de personnes LGBTQI+. Il a été noté que les autorités n'ont pas enquêté de manière adéquate sur ces cas. USDOS rapporte que, le 10 septembre 2022, des militant-e-s des droits humains ont rapporté qu'une foule avait violé et battu une femme transgenre, cela après qu'une connaissance l'ait attirée hors de chez elle. Les militant-e-s des droits humains ont relevé que la police avait enregistré l'affaire, mais qu'elle n'avait pas rendu compte des résultats de son enquête à la fin de l'année 2022 (USDOS, 20 mars 2023).

**Arrestation de membres d'organisations de défense des personnes LGBTQI+ qui tentent de porter plainte. Absence de réception de la plainte, absence d'enquête.** Selon USDOS, en mai 2022, des militants des droits humains ont rapporté que deux employés de l'organisation SMUG de défense des personnes LGBTQI+ ont signalé à la police qu'un individu avait vandalisé leur bureau. La police a alors accusé les plaignants d'avoir agressé l'individu qui aurait vandalisé les bureaux. Les deux membres de SMUG ont ainsi été arrêtés, et la police a refusé d'enquêter sur leur plainte. Le 8 juin 2022, le procureur général a inculpé les deux membres de SMUG d'agression, et le tribunal les a libérés sous caution. Leur procès était en cours à la fin de l'année 2022 (USDOS, 20 mars 2023).

## 5.2 Assistance de la société civile

**Refus d'enregistrer les ONG qui agissent en faveur des personnes LGBTQI+ dans un contexte de fermeture massive des organisations de la société civile.** Selon USDOS, le gouvernement ougandais a limité la capacité des organisations LGBTQI+ à s'enregistrer et à fonctionner légalement. Les autorités ont utilisé les dispositions de la loi sur les sociétés pour restreindre ou refuser l'enregistrement des organisations de défense des LGBTQI+. Cela en raison d'allégations selon lesquelles les noms proposés pour ces organisations étaient indésirables et leurs activités illégales. Le 3 août 2022, des fonctionnaires du Bureau des ONG ont demandé à l'ONG SMUG de cesser ses activités parce qu'elle n'était ni constituée en société auprès du Bureau des services d'enregistrement de l'Ouganda, ni enregistrée auprès du Bureau des ONG. Ces deux conditions sont requises pour toutes les organisations à but non lucratif. La suspension de SMUG était encore en vigueur à la fin de l'année 2022. Selon la BBC, en 2012, le nom de l'association SMUG, ou *Sexual Minorities in Uganda*, avait déjà été jugé indésirable par les autorités ougandaises lors d'une tentative d'enregistrement par l'organisation en 2012 (BBC, 7 août 2022). USDOS indique que de nombreuses autres organisations LGBTQI+ ont signalé que le Bureau des ONG avait refusé leur demande d'enregistrement, cela même après qu'elles furent constituées en société auprès du Bureau des services d'enregistrement de l'Ouganda. Les ONG ont aussi signalé que ledit Bureau les avait menacées de mettre fin à leurs activités (USDOS, 20 mars 2023). Selon ILGA, en novembre 2019, le gouvernement ougandais aurait fermé environ 12 000 organisations de la société civile, soit près des trois quarts des organisations ougandaises. Sans être enregistrées auprès du gouvernement, ces structures peuvent continuer d'exister mais sont sujettes à des restrictions, par exemple ne pas pouvoir ouvrir de compte bancaire (ILGA, 2020).

**Répression contre les associations qui agissent en faveur des minorités sexuelles. Elles sont accusées de promouvoir l'homosexualité.** Selon HRW, la réintroduction d'un projet de loi antihomosexualité en 2023 fait suite à des mesures de répression du gouvernement à l'encontre des groupes de défense des droits des LGBTQI+ et d'autres groupes de la

société civile. HRW cite un rapport gouvernemental ougandais de janvier 2023 qui a identifié 26 organisations, dont l'organisation SMUG, accusées de promouvoir l'homosexualité et d'attirer des écolier-e-s vers l'homosexualité par recrutement forcé. Le rapport recommande d'interdire l'activité de tout groupe promouvant les activités LGBTIQ, et suggère que l'identité de leurs membres soit rendue publique afin de les empêcher de s'engager davantage dans la société civile. HRW rapporte que, le 25 janvier 2023, le vice-président du Parlement Thomas Tayebwa a demandé au ministère de l'Intérieur d'enquêter sur les activités du *Forum de sensibilisation et de promotion des droits de l'homme* (FSPDH) un groupe de défense des droits des personnes LGBTIQ+ et des travailleur-euse-s du sexe. Selon Thomas Tayebwa, le FSPDH aurait facilité l'adoption d'un règlement du district de Kasese, qui reconnaît la nécessité de protéger les minorités sexuelles et de genre contre le VIH et la tuberculose (HRW, 9 mars 2023).

**Descentes de police et arrestations dans les foyers pour personnes LGBTIQ+, mauvais traitements et violences sexuelles durant la détention.** Selon *Pink News*, 44 personnes LGBTIQ+ ont été détenues lors d'une descente de police dans un refuge pour personnes homosexuelles le 4 juin 2021. Elles ont été accusées d'avoir assisté à un mariage homosexuel à Nansana le 31 mai et d'avoir propagé une maladie infectieuse, n'ayant pas respecté les consignes relatives au Covid-19. Elles ont ensuite été libérées sous caution pour 39 d'entre elles par le tribunal de première instance de Nansana (Kampala). Parmi les personnes détenues, 17 ont allégué avoir subi des examens anaux invasifs de la part des autorités, alors que la police a assuré, de son côté, qu'elle ne pratiquerait pas ce type d'examen. *Pink News* rapporte que des images issues de téléphones portables montrent des policiers maltraitant les personnes arrêtées, alors qu'elles sont traînées en garde à vue. *Pink News* rapporte également qu'une arrestation similaire avait déjà eu lieu dans un refuge en 2020, concernant 20 personnes LGBTIQ+ qui avaient prétendument désobéi à la réglementation sur la pandémie de Covid-19. La police avait investi le refuge, puis attendu que le maire de la ville donne des coups de bâtons aux personnes arrêtées, qui ont ensuite été conduites dans un poste de police. Par la suite, les personnes arrêtées ont témoigné avoir été battues par les autorités avec des barres de fer, brûlées avec du bois de chauffage, et forcées déclarer leur identité sous des mauvais traitements (*Pink News*, 5 juin 2021). *Reuters* relate, qu'en avril 2023, un refuge pour femmes lesbiennes de Kampala n'est plus un havre de paix pour les personnes LGBTIQ+ depuis l'adoption par le parlement du projet de loi antihomosexualité de 2023. L'agence de presse relate que le personnel du refuge demande désormais aux personnes résidentes d'être discrètes et de se fondre dans leur environnement, y compris en modifiant leur comportement ou leur apparence physique (*Reuters*, 24 avril 2023).

## 6 Sources :

AI, 20 avril 2023 :

« *Ugandan President Yoweri Museveni must urgently veto the draconian and overly broad Anti-Homosexuality Bill which criminalizes consensual same-sex conduct, Amnesty International said today ahead of the expiry of 30 days since the passing of the Anti-Homosexuality Bill, 2023 by the Ugandan Parliament.*

**According to Uganda's Constitution, Museveni has until 21 April 2023 to either give his assent to the Bill, return it to Parliament for revisions, or inform the Speaker of Parliament that he will veto it. The Bill may, however, pass into law without the President's assent if he returns it to Parliament twice.**

**The Bill criminalizes those who 'promote' homosexuality or 'attempt to commit the offence of homosexuality'. It also imposes a duty on the people of Uganda to report "acts of homosexuality" or else face a potential jail term of up to six months. Moreover, it contains a provision on "aggravated homosexuality", in relation to circumstances where a person contracts a terminal illness because of a sexual act, which will likely deter individuals from the LGBTI community living with HIV/AIDs from accessing health care and medical services.**

[...]

**Amnesty International remains extremely concerned that homophobic comments made by President Museveni and other senior officials before, during and after the Bill was passed by Parliament are already inciting hatred, discrimination, and violence against individuals because of their sexual orientation or gender identity.**

**On 17 April 2023, a court in Jinja, in eastern Uganda, denied bail to six young educators working for healthcare organizations after they were arrested on 8 April 2023 and charged with "forming part of a criminal sexual network." The Uganda Police Force confirmed that it conducted forced anal exams on the six individuals and tested them for HIV. [...]**

**On 21 March 2023, the Ugandan Parliament passed the Anti-Homosexuality Bill, with 387 out of 389 MPs voting in favour. For the Bill to pass into law, however, President Yoweri Museveni must give his assent to the new legislation.**

[...]

**On 20 April 2023, the European Parliament passed a resolution on the universal decriminalization of homosexuality considering recent developments in Uganda, which called on President Museveni not to give his assent to the Anti-Homosexuality Bill or any other similar legislation in future ». Source: AI, Uganda: President Museveni must urgently veto draconian Anti-Homosexuality Bill, 20 avril 2023: [www.amnesty.org/en/latest/news/2023/04/president-museveni-must-veto-anti-homosexuality-bill/](http://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/04/president-museveni-must-veto-anti-homosexuality-bill/).**

BBC, 7 août 2022 :

**« Ugandan officials have banned a prominent LGBT rights group in a major setback for the community there.**

**Sexual Minorities Uganda (Smug) has been ordered to shut down with "immediate effect" for not registering properly with authorities.**

**The campaign group decried the order as a "clear witch hunt" by the government against LGBT Ugandans.**

**Sexual minorities face widespread persecution in Uganda, where anti-gay and transphobic views are common.**

**Gay relationships are illegal in Uganda, where they can be punished by up to life in prison for committing "unnatural offences."**

**Official police data shows that 194 people were charged under the offence between 2017 and 2020, including 25 who went on to be convicted. [...]**

**On Friday Ugandan officials announced they were halting Smug's operations because the campaign group, founded in 2004, had failed to register its name with the National Bureau for Non-Governmental Organizations (NGOs) properly.**

**It is the same reason given last year when dozens of civil society groups - including pro-democracy organisations - were also banned by Ugandan authorities.**

**This time officials say that the issue stems from Smug's name itself - Sexual Minorities Uganda.**

**In a statement the NGO Bureau acknowledged that Smug had attempted to register with authorities in 2012, but that the application had been rejected because Smug's full name was considered "undesirable."**

**President Yoweri Museveni, who has been in office since 1986, has made homophobic comments in the past - including in a 2016 CNN interview when he called gay people "disgusting."**

**Although there are no laws specifically criminalising being transgender in Uganda, trans people are regularly prosecuted for other offences including "personation" (false representation), according to reports compiled by rights organisations.**

**Since its establishment almost two decades ago, Smug has campaigned for the rights of LGBT people in Uganda by promoting access to health services and supporting members of the LGBT community to live openly.**

**It has also taken legal action to protect gay people from hostility, including in 2010 when it successfully petitioned a Ugandan judge to order a newspaper to stop publishing the names and photographs of gay Ugandan men under the headline "hang them".**

**The group said several of its members had been attacked or harassed as a result of the article - including one woman who was almost killed when her neighbours began throwing stones at her house.**

**At the time, Ugandan politicians were preparing to debate whether or not to introduce the death penalty for same-sex relationships - a legislative amendment that attracted widespread international condemnation before eventually being dropped.**

**More recently, Smug has vocally criticised anti-gay speeches delivered by Ugandan politicians - including in the run up to national elections in 2021.**

**"The politicians are using the LGBT community as a scapegoat to gain support and win votes and it is fuelling homophobia," Smug's director Frank Mugisha told the Thomson**

**Reuters Foundation** ». Source : BBC, Uganda LGBT rights: Government shuts down key advocacy group, 7 août 2022: [www.bbc.com/news/world-africa-62453344](http://www.bbc.com/news/world-africa-62453344).

CNN, 29 mai 2023:

**« Uganda’s President Yoweri Museveni has signed some of the harshest anti-LGBTQ laws in the world, the speaker of parliament said, defying international pressure, including from the United States which said it was “deeply troubled.”**

**The bill includes the death penalty for “aggravated homosexuality” which includes sex with a minor, having sex while HIV positive and incest.**

**The bill criminalizes sex education for the gay community and makes it illegal not to expose what it calls perpetrators of aggravated homosexuality to the police. It calls for “rehabilitation”– widely discredited conversion therapy – for gay offenders. [...]**

*The speaker of the parliament Anita Annet Among celebrated the bill’s signing, saying parliament had “answered the cries of our people.”*

*“I thank His Excellency, the president, for his steadfast action in the interest of Uganda. With a lot of humility, I thank my colleagues the Members of Parliament for withstanding all the pressure from bullies and doomsday conspiracy theorists in the interest of the country,” she added.*

*Uganda’s Speaker Anita Annet Among leads the session during the proposal of the Anti-Homosexuality bill in the Parliament in Kampala, Uganda on March 9.*

*Uganda lawmakers amend controversial anti-gay law but death penalty for HIV positive sex remains*

*Henry Mukiibi, an activist who assists LGBTQ Ugandans, told CNN that he fears people will take the law into their own hands: “I think this is so so horrible. We didn’t expect this – we thought he would be advised against it. We are going to be tortured. I am just scared now about what is next. People have been waiting for the bill to be signed and then they will work on us. We are going to die.” [...]*

**US President Joe Biden described the bill in a statement on Monday as “a tragic violation of universal human rights.”**

*He said he had instructed the National Security Council “to evaluate the implications of this law on all aspects of US engagement with Uganda, including our ability to safely deliver services under the US President’s Emergency Plan for AIDS Relief (PEPFAR) and other forms of assistance and investments.”*

*Biden also warned that his administration is considering additional steps, including sanctions and restrictions on entry to the US for “anyone involved in serious human rights abuses or corruption.”*

**British and European leaders also condemned the law, with the European Union's top diplomat Josep Borrell describing it as "deplorable." ».** Source: CNN, Ugandan president signs one of the world's harshest anti-LGBTQ bills into law, 31 mai 2023: <https://edition.cnn.com/2023/05/29/africa/museveni-assents-homosexuality-bill-intl/index.html>

CNN, 2 mai 2023 :

**« Uganda's parliament has passed an amended version of the controversial Anti-Homosexuality Bill 2023 on Tuesday.**

**Under the new proposed bill, homosexual conduct will still be illegal, but identifying as homosexual without conducting in homosexual acts will not be outlawed.**

**The bill, however, retains its more extreme elements, including the death penalty for "aggravated homosexuality," which includes sex with a minor, having sex while HIV positive and incest.**

**The bill, which originally proposed 20 years imprisonment for even identifying as LGBTQ+, was returned to parliament by Uganda's President Yoweri Museveni in late April.**

**Museveni asked lawmakers to reconsider and clarify certain aspects of the bill. The new bill has made amendments to distinguish between those who identify or appear to be LGBTQ+ and those who actually engage in homosexual acts. Same-sex relations are already illegal in Uganda and warrant a maximum sentence of life imprisonment.**

**The bill previously suggested imprisoning those who identify as LGBTQ+, but now states that those who do not act on their "deviant proclivity" will not be punished by law.**

**"The bill still remains restrictive, it's not any better," activist Richard Lusimbo told CNN Tuesday.**

**Lawmakers also agreed to a proposed amendment that would change the bill's decree of a "duty to report" acts of homosexuality.**

**Under the amended bill, individuals are now only legally required to report such acts if they are "against children and vulnerable people," legislator Robina Gureme Rwakoojo confirmed in parliament.**

**The punishment for not reporting this is a fine or imprisonment for six months, the bill states.**

**Only one lawmaker, legislator Fox Odoi-Oywelowo, spoke out against the Anti-Homosexuality Bill 2023 in Parliament on Tuesday, describing it as a breach of human rights.**

**The bill will now be returned to President Museveni who will decide whether to sign it into law or veto it.**



**Scientists and academics had urged Museveni to veto the bill, which has been widely condemned by Western nations and human rights organizations.**

**But the Ugandan leader does not oppose the bill and plans to sign it into law soon, the country's ruling party, the National Resistance Movement (NRM), said last month ».**

Source: CNN, Uganda lawmakers amend controversial anti-gay law but death penalty for HIV positive sex remains, 2 mai 2023: <https://edition.cnn.com/2023/05/02/africa/uganda-passes-anti-homosexuality-bill-intl/index.html>.

DW, 23 mars 2023 :

**« Uganda's new and stricter laws to punish lesbian, gay, bisexual, transgender and other queer people puts draconian restrictions on the media and advocates for LGBTQ rights, too.**

**Journalists in Uganda are wary about the new Anti-Homosexuality Bill that is making its way into law, which would allow the government to imprison LGBTQ people.**

**The bill also includes restrictions on the media.**

**Journalists and publishers could face prosecution and imprisonment for publishing, broadcasting or distributing content deemed to advocate for the rights of LGBTQ people.**

**The provisions have sparked fear in media circles. "We have a problem," says Francis Ahabyona, a Kampala-based news editor.**

**"The Journalists Act talks about balanced and fairness. We are supposed to be independent-minded; we are supposed to be objective. When you begin to infringe on the rights and freedoms of a media person then you are denying information to the public," Ahabyona told DW.**

[...]

**The majority of lawmakers have hailed the Anti-Homosexuality Bill as comprehensive and argue that it is geared toward protecting traditional family values and Uganda's diverse culture ».** Source: DW, Uganda's anti-LGBTQ law restricts media and activists, too, 23 mars 2023: [www.dw.com/en/uganda-new-anti-lgbtq-law-restricts-media-and-activists-too/a-65092487](http://www.dw.com/en/uganda-new-anti-lgbtq-law-restricts-media-and-activists-too/a-65092487).

HRW, 30 mai 2023 :

**« Uganda's President Yoweri Museveni has signed a bill criminalizing same sex conduct, including potentially the death penalty for those convicted of "aggravated homosexuality," into law.**

**The Anti-Homosexuality Act of 2023 violates multiple fundamental rights guaranteed under Uganda's constitution and breaks commitments made by the government as a signatory to a number of international human rights agreements.**

**Uganda's penal code already punishes same-sex conduct with life imprisonment – a criminal offense that is rarely prosecuted – but the new law creates new crimes such as the vaguely worded "promotion of homosexuality" and introduces the death penalty for**

**several acts considered as “aggravated homosexuality.” It also increases the prison sentence for attempted same-sex conduct to 10 years.**

**The law discriminates against people with disabilities, contrary to Uganda’s Constitution, by making the offence of homosexuality aggravated if the “victim” has a disability, thereby denying persons with disabilities the capacity to consent to sex. Anyone advocating for the rights of LGBT people, including representatives of human rights organizations or those providing financial support to organizations that do so, could face up to 20 years’ imprisonment for the “promotion of homosexuality.”**

Violence and discrimination against LGBT people is already prevalent in Uganda. After the government passed the now scrapped 2014 Anti-Homosexuality Act, Human Rights Watch research found that people faced a notable increase in arbitrary arrests, police abuse, extortion, loss of employment, discriminatory evictions by landlords, and reduced access to health services because of their perceived sexual orientation or gender identity. Over the years, Ugandan police have carried out mass arrests at LGBT pride events, at LGBT-friendly bars, and at homeless shelters on spurious grounds, and forced some detainees to undergo anal examinations, a form of cruel, degrading, and inhuman treatment that can, in some instances, constitute torture ». Source: HRW, Ugandas President Signs Repressive Anti-LGBT Law, 30 mai 2023: [www.hrw.org/news/2023/05/30/ugandas-president-signs-repressive-anti-lgbt-law](http://www.hrw.org/news/2023/05/30/ugandas-president-signs-repressive-anti-lgbt-law)

HRW, 22 mars 2023 :

**« Yesterday, Ugandan lawmakers approved new legislation that entrenches the criminalization of same-sex conduct. It also creates new offenses that will curtail any activism on lesbian, gay, bisexual, and transgender (LGBT) issues and eradicate LGBT people from any form of social engagement in Uganda.**

**The 2023 Anti-Homosexuality Bill confirms an already existing punishment of life imprisonment for same-sex conduct, while also increasing to 10 years the prison sentence for an attempt at same-sex conduct. But one of the most egregious provisions – the bill calls it “aggravated homosexuality” – calls for the death penalty in certain circumstances, including for “serial offenders,” or for anyone having same-sex relations with a person with a disability, thereby automatically denying persons with disabilities the capacity to consent to sex.**

**The bill also outlaws the “promotion of homosexuality,” effectively instituting a system of complete censorship on LGBT issues. Anyone advocating for the rights of LGBT people, or providing financial support to organizations that do so, could face up to 20 years’ imprisonment. LGBT rights groups could also be deemed unable to legally operate. In addition, anyone who “advertises, publishes, prints, broadcasts, distributes” material, including digitally, is regarded as “promoting or encouraging homosexuality” and would face criminal sanction.**

**The bill also criminalizes any person who fails to report someone they suspect of participating in same-sex acts to the police, calling for a fine or imprisonment for six months. Effectively, supportive family members or friends of LGBT people could be imprisoned if they failed to report their loved ones to authorities. If anyone conducts a same-sex marriage ceremony, they could be imprisoned for up to 10 years. A provision in the bill also outlaws providing**

**accommodation that facilitates the “offence of homosexuality.” If anyone were to rent a room to a gay couple, for example, they could go to jail for 10 years ».** Source : HRW, Ugandan Parliament Passes Extreme Anti-LGBT Bill, 22 mars 2023: [www.hrw.org/news/2023/03/22/ugandan-parliament-passes-extreme-anti-lgbt-bill](http://www.hrw.org/news/2023/03/22/ugandan-parliament-passes-extreme-anti-lgbt-bill).

HRW, 9 mars 2023 :

**« The reintroduction of the Anti-Homosexuality Bill follows months of hostile rhetoric against sexual and gender minorities by public figures in Uganda, as well as government crackdowns on LGBT-rights groups and other human rights groups, government critics, and civil society.**

**On August 3, 2022, Uganda’s National Bureau for Nongovernmental Organizations banned Sexual Minorities Uganda (SMUG), a prominent LGBT rights organization, for not having officially registered with it. The government had previously refused to approve SMUG’s name – a requirement to register as a nongovernmental organization – saying that a group that advocates for the rights and well-being of LGBT people is “undesirable and unregistrable.”**

**A January 2023 draft report by the bureau identified 26 nongovernmental organizations, including SMUG, that it accused of “promoting homosexuality” and luring schoolchildren into homosexuality through “forced recruitment.” The report recommends barring any groups identified as “promoting LGBTIQ activities” from operating, and suggests that individual activists should be publicly profiled, to prevent them from any further civil society engagement.**

**On January 25, the parliamentary deputy speaker, Thomas Tayebwa, urged the Internal Affairs Ministry to investigate the activities of the Human Rights Awareness and Promotion Forum (HRAPF), an LGBT and sex-worker-rights group. Tayebwa alleged that HRAPF facilitated the passing of a Kasese district bylaw that recognizes the need to protect key populations including gender and sexual minorities from HIV and tuberculosis, in keeping with Uganda’s own health policies to combat HIV/AIDS.**

**On February 5, Maj. Gen. Francis Takirwa the deputy commander of land forces in the Ugandan military, used the handover of a renovated community health facility to call for excluding gay people from receiving health services, saying, “Don’t use our health facilities to treat homosexuals.” On February 24, the state minister for sports, Peter Ogwang, called for the introduction of the death penalty for same-sex conduct.**

[...]

**The continued criminalization of same sex conduct and crackdowns on sexual minorities in Uganda has had far reaching impacts, Human Rights Watch said. Within five months of the passing of the 2013 Anti-Homosexuality Act LGBT people faced a notable increase in arbitrary arrests, police abuse and extortion, loss of employment, evictions and homelessness, and scores fled the country.**

**“The Ugandan government’s targeting of a vulnerable minority and distracting attention from a broader clampdown on rights groups is an all too familiar tactic,” said Nyeko, “What the government is attempting should set off alarm bells among civil society groups in Uganda, and in the international community, as it signals increased repression**

*and the stifling of opposition voices and civil society groups across the board.” ».*

Source : HRW, Uganda: New Anti-Gay Bill Further Threatens Rights, 9 mars 2023: [www.hrw.org/news/2023/03/09/uganda-new-anti-gay-bill-further-threatens-rights](http://www.hrw.org/news/2023/03/09/uganda-new-anti-gay-bill-further-threatens-rights).

ILGA, décembre 2020 :

*« 2000 Section 145 of the Penal Code (1930/50), as amended in 2000, prescribes life imprisonment for anyone who “has carnal knowledge of any person against the order of nature”. It has remained on the books in all subsequent versions of the Penal Code.*

*The 2013 “Anti Homosexuality Act”, which initially would have prescribed the death penalty for certain forms of same-sex sexual activity, was revised to prescribe life imprisonment. The following year, however, the Constitutional Court annulled the law on “procedural grounds”.*

*In 2019, Minister of Ethics and Integrity, Simon Lokodo, reportedly declared that there were plans to reintroduce the bill that would impose the death penalty for “aggravated homosexuality”, as several MPs gave favourable opinions, expressing the need for such law. However, the plans to reinstate the bill were denied by the government.*

#### **Enforcement**

*There have been several cases of detentions and forced anal examinations by police in the country, with a 2019 report by the Human Rights Awareness and Promotion Forum identifying Ugandan police as the single biggest violator of human rights for key populations in the country.*

*In May 2020, 23 LGBTI people were arrested at a shelter for sexual minorities near Kampala for allegedly gathering in public and violating the lockdown imposed amid the COVID-19 pandemic. After being intimidated by police forces and local residents on the grounds of their sexual orientation, 99 the detainees were reportedly first charged with engaging in “carnal knowledge” in violation of Section 145 of the Ugandan Penal Code, which criminalises consensual same-sex sexual activity. 100 19 individuals remained under state custody and were reportedly denied access to their lawyers for weeks before a court order was handed down for them to be released.*

[...]

*1995 Under Section 9 of the Press and Journalist Act (1995), the Media Council is authorised to censor films, plays, and other media content. In 2017, the Media Council banned a Dutch film for “glorifying homosexuality”.*

*1996 The Broadcasting Council, established under the Electronic Media Act (1996), is empowered to regulate radio content under the Minimum Broadcasting Standards, which bans content contrary to public morality. In 2004, the Council fined a radio station for hosting gay men during a live talk show on the basis that it was “contrary to public morality”.*

*2013 Since 2013, the Communications Act (2013) obliges broadcasters to ensure that any programme is not contrary to public morality.*

**2019** In 2019, the Uganda Communications Commission adopted the Standards for General Broadcast Programming in Uganda. Article 6(5) determines that “information, themes or subplots on lifestyles such as homosexuality, lesbianism, bisexuality, transsexualism, transvestism, paedophilia and incest” should not “promote, justify or glamorize” them. Further, explicit dialogue or information concerning the above topics should not be broadcasted. In addition, Article 8.6 states that sex education programmes should not encourage or promote “unnatural sex acts”.

The now defunct Anti-Homosexuality Act, struck down for procedural reasons in August 2014, contained a specific provision aimed at prohibiting the “promotion of homosexuality” in very broad terms.

A draft bill entitled “The Prohibition of Promotion of Unnatural Sexual Practices Bill” (2014) would prohibit multiple forms of distribution and exchange of information related to same-sex relationships. [...]

**2016**

Section 30(1)(a) of the Non-Governmental Organizations Act (2016) prohibits the registration of an organisation when its objectives, as specified in its constitution, “are in contravention of the laws of Uganda”.

Sexual Minorities Uganda’s (SMUG) application for registration was rejected on the ground that its name and objectives were unacceptable because same-sex sexual relations are criminalised in the country. They sued the Uganda Registration Services Bureau (URSB) in 2016,<sup>30</sup> but their lawsuit was rejected in June 2018.

In November 2019, the Ugandan government reportedly shut down more than 12,000 CSOs—nearly three quarters of those in the country—after deeming them “poorly performing”. Although unregistered groups in Uganda can operate as associations without government registration, they are no longer allowed to open bank accounts, among other limitations ». Source: ILGA, World State Sponsored Homophobia Report ; Global Legislation Overview Update, décembre 2020: [https://ilga.org/downloads/ILGA\\_World\\_State\\_Sponsored\\_Homophobia\\_report\\_global\\_legislation\\_overview\\_update\\_December\\_2020.pdf](https://ilga.org/downloads/ILGA_World_State_Sponsored_Homophobia_report_global_legislation_overview_update_December_2020.pdf).

Le Monde, 29 mai 2023:

« **Le président ougandais, Yoweri Museveni, a promulgué une loi anti-LGBT+ prévoyant de lourdes peines pour les relations homosexuelles et la « promotion » de l’homosexualité, a annoncé, lundi 29 mai, la présidence.** Ce texte avait suscité l’indignation de nombreuses organisations non gouvernementales et des menaces de gouvernements occidentaux.

« **Le président a approuvé le projet de loi anti-homosexualité 2023. Il devient désormais la loi anti-homosexualité 2023** », a annoncé la présidence ougandaise dans un bref communiqué publié sur son compte Twitter officiel.

**Le vote de ce projet de loi au Parlement le 21 mars avait suscité l’indignation et le président, Yoweri Museveni, avait demandé, à la fin d’avril, aux parlementaires de « réexaminer » le texte, leur enjoignant notamment de préciser que le « fait d’être homosexuel » n’était pas un crime, mais que seules les relations sexuelles l’étaient.**

***Dans une version modifiée à la marge et votée à l'unanimité moins une voix le 2 mai, les élus avaient inclus dans le texte qu'« une personne qui est présumée ou soupçonnée d'être homosexuelle, qui n'a pas commis d'acte sexuel avec une autre personne de même sexe, ne commet pas le délit d'homosexualité ».***

*Une loi datant de la colonisation britannique*

***Dans ce pays d'Afrique de l'Est où l'homosexualité est illégale, les « actes d'homosexualité » sont passibles de prison à perpétuité depuis une loi datant de la colonisation britannique. Dans la nouvelle version du texte, les parlementaires ont maintenu, contre l'avis du chef de l'Etat, une disposition faisant de « l'homosexualité aggravée » un crime capital, ce qui signifie que les récidivistes pourraient être condamnés à mort. En Ouganda, la peine capitale n'est cependant plus appliquée depuis des années.***

***Une disposition sur la « promotion » de l'homosexualité inquiète également les organisations de défense des droits des homosexuels. Selon le texte, quiconque « promeut sciemment l'homosexualité » encourt jusqu'à vingt ans de prison.***

***Le président américain, Joe Biden, a condamné une loi « honteuse » et une « atteinte tragique » aux droits humains. Il a aussi évoqué de possibles conséquences sur l'aide et les investissements des Etats-Unis en Ouganda. Le passage de cette loi « compromet les perspectives de croissance économique essentielle pour tout le pays », a déclaré le président démocrate, appelant à « son retrait immédiat ».***

*La promulgation de la loi « est déplorable », a déclaré le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, sur Twitter. « Le gouvernement ougandais a l'obligation de protéger tous ses citoyens. (...) S'il ne le fait pas, les relations avec les partenaires internationaux s'en trouveront compromises », a-t-il ajouté dans un communiqué.*

*De son côté, le Royaume-Uni s'est dit « consterné » par la promulgation de la « profondément discriminatoire » loi « anti-homosexualité ». **Ce texte « augmentera les risques de violences, de discriminations et de persécutions, fera reculer la lutte contre le sida et abîmera l'image de l'Ouganda sur la scène internationale », a déclaré le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Andrew Mitchell, dans un communiqué.***

*Cette nouvelle mouture du texte avait été condamnée par Amnesty International. L'organisation non gouvernementale avait demandé au président Museveni de s'opposer à cette « loi méprisante [qui] viole de manière flagrante les droits humains des personnes LGBTI ».*

*Après le vote initial du 21 mars, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne avaient condamné le projet de loi. La Maison Blanche avait mis en garde l'Ouganda contre de potentielles « conséquences » économiques. **Le haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk, avait dénoncé un « texte discriminatoire – probablement le pire au monde en son genre ».** Dans une résolution le 20 avril, les eurodéputés avaient déploré « la contribution du président Museveni à la rhétorique de haine envers les personnes [LGBT+] ».* » Source: Le Monde, En Ouganda, le président promulgue une loi anti-LGBT+, accusée de violer « de manière flagrante les droits humains », 29 mai 2023: [www.lemonde.fr/afrique/article/2023/05/29/en-ouganda-le-president-promulgue-une-loi-anti-lgbt-accusee-de-violer-de-maniere-flagrante-les-droits-humains\\_6175301\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/05/29/en-ouganda-le-president-promulgue-une-loi-anti-lgbt-accusee-de-violer-de-maniere-flagrante-les-droits-humains_6175301_3212.html).

Pink News, 21 avril 2023 :

**« Uganda's Anti-Homosexuality Bill is yet to be passed, but the country is already cracking down on its LGBTQ+ community, with police arresting six men accused of having gay sex.**

**The men, aged between 20 and 26, were detained by police after a 17-second video of them engaging in sexual activities was seen on social media.**

**The men appeared at court in the southern city of Jinja on Tuesday (18 April), where judge Yafesi Ochieng denied them bail, claiming they were being detained in custody for their own safety.**

**“It is our mandate as the court to protect the accused persons. Releasing them to a biased society cannot guarantee their safety, so prison is their safe place,” Ochieng said.**

**The men were charged with indecency and their case will be heard on 10 May. According to The Monitor, the police claim they found the men with 192 sachets of lubricants in their pockets, and clothing with the rainbow flag.**

**The prosecution said the men were part of a network grooming young boys to commit sodomy, and claimed they “were recording pornographic and sex videos and streaming live sessions, which they submitted to donors for funding”.**

**The arrests come after the Anti-Homosexuality Bill was passed by Ugandan lawmakers last month.**

[...]

**Museveni, who has been in power since 1986, has a long history of homophobia. Shortly after the bill passed, he declared that Africa needs to “save the world” from homosexuality ». Source: Pink News, Uganda police arrest six men for having sex as horrific new anti-gay bill inches closer to reality, 21 avril 2023 : [www.thepinknews.com/2023/04/21/uganda-gay-sex-arrests-anti-homosexuality-bill/](http://www.thepinknews.com/2023/04/21/uganda-gay-sex-arrests-anti-homosexuality-bill/)**

Pink News, 5 juin 2021 :

**« Thirty-nine detained LGBT+ people have been granted bail after a police raid targeted a queer shelter in Uganda, activists said Friday (4 June).**

**The Nansana Court of First Instance in Kampala has granted bail to 39 of the 44 detained queer Ugandans, said Frank Mugisha, the director of Sexual Minorities Organization Uganda.**

**Three had received bail on Wednesday (2 June) and two had already been released, he added on Twitter.**

**It was news that, for activists, brought with it both relief and indignation. Relief that those that activists saw as wrongfully detained on dubious charges had finally been released on bail. But indignation for the stories that followed – at least 17 detainees alleged that the authorities performed invasive anal examinations on them.**

*This was despite how, Mugisha told Sunday Vision, the police had “assured us that they would not perform this type of examination”.*

*Such examinations are considered a “violation of human rights” because they “violate the right to physical integrity and freedom from torture or ill-treatment”, the Human Rights Watch, a top rights group, say.*

*A trial will take place 8 July.*

*[...]*

*The 44 had been arrested for attending a “same-sex wedding” in Nansana on 31 May and spreading “infectious disease”, police said. The attendees were not abiding by coronavirus restrictions, they claimed.*

*Not quite, activists rebuffed. In alarming mobile phone footage obtained by the Rainbow Railroad, an international LGBT+ rights group, it showed cops abuse the people as they were dragged into custody.*

*They had attended a “peaceful gathering” at an LGBT+ shelter, they added, not a wedding. Mugisha told Reuters the round-up was almost like a “witch hunt against the LGBT+ community”.*

*[...]*

*This was the second known police bust of an LGBT+ shelter following a similar incident last year which saw 20 LGBT+ Ugandans arrested for allegedly disobeying COVID-19 regulations.*

*Once again, police pounced the shelter only for a municipal mayor to cane the group before security agents chained and march them to a police station.*

*While in detainment, the group spoke of the harrowing levels of abuse they faced – being beaten with iron rods, burnt with firewood and forced to “confess” their identities.*

*Activists have seen such sprawling arrests justified by COVID-19 guidelines as part of a new playbook of autocratic authorities exploiting the pandemic to hastily push authoritarian laws and persecute marginalised and vulnerable groups ». Source: Pink News, Dozens of queer Ugandans finally freed on bail after police ‘witch hunt’, 5 juin 2021: [www.thepinknews.com/2021/06/05/uganda-44-lgbt-people-detained-shelter-bail-frank-mugisha/](http://www.thepinknews.com/2021/06/05/uganda-44-lgbt-people-detained-shelter-bail-frank-mugisha/)*

Reuters, 24 avril 2023 :

*« At a shelter for lesbian women in Uganda's capital Kampala, gone are the days when the residents, having fled abuse and stigma at home, could breathe easy and be themselves.*

*That came to an end a month ago when parliament passed some of the world's strictest anti-LGBTQ legislation, which would criminalise the "promotion" of homosexuality and impose the death penalty for certain crimes involving gay sex.*



**President Yoweri Museveni said on Thursday that he supports the legislation but has requested some modifications from parliament, including provisions to "rehabilitate" gay people, before he signs it.**

**Staff at the shelter, a non-descript building in a busy part of town, now instruct residents to be discreet and blend into their surroundings, even if that means changing their behaviour or physical appearance.**

[...]

**Being LGBTQ in Uganda was not easy before. A British colonial-era law bans gay sex, and members of the community are often victims of violence and discrimination.**

**But LGBTQ Ugandans say nothing could have prepared them for the past few weeks as the bill's passage sent homophobic abuse into overdrive, unleashing a wave of arrests, evictions, denunciations by family members and mob attacks.**

**One resident contrasted the current atmosphere with 2013, when parliament passed a bill that strengthened penalties for same-sex relations. The resulting law was struck down by a domestic court several months later on procedural grounds.**

**"When the (2013) bill came, we had the right to get up and speak," the resident said, asking to remain anonymous. "In 2023, the bill instilled fear. You can't even stand up and say: 'I am human. Don't do this to me.'"**

**After parliament passed the bill, she deleted her Facebook, WhatsApp and Twitter accounts. When a friend told her that people in the neighbourhood were discussing her sexuality, she left home, fearing being sent to prison, where she would be a target of sexual violence.**

**Unlike most anti-LGBTQ legislation in Africa, the latest Uganda bill does not just criminalise same-sex acts but openly seeks to silence a community that lawmakers allege, without evidence, is conspiring to recruit children and weaken traditional family and religious values.**

**It would impose the death penalty for cases of so-called aggravated homosexuality, which include having gay sex when HIV-positive.**

**Other LGBTQ Ugandans said they were taking security precautions like changing the routes they use to travel between home and work and carrying pepper spray.**

**"I feel like it's going to be a different environment altogether," said another resident at the shelter, also speaking on condition of anonymity. "It might get so brutal."**

**Others are looking to leave Uganda altogether. Amek said her organisation has been contacted by at least 14 people asking for help seeking asylum in Western countries.**

**For LGBTQ Ugandans living abroad, the new reality is also clouding their prospects of coming home.**

**"There's a lot of stories that I wanted to tell in that place so it really hurts me that I can't go back," said DeLovie Kwagala (Papa De), a queer Ugandan photographer and activist living in South Africa.**

*Amek faces enormous risks as the director of the foundation under a provision of the bill that punishes the promotion of homosexuality with up to 20 years in prison.*

*"I am worried about everything, worried about how I will live, how I will access accommodation, how I will access food, how I will access employment," she said ». Source: Reuters, LGBTQ Ugandans live in fear as new law looms, 24 avril 2023: [www.reuters.com/world/africa/lgbtq-ugandans-live-fear-new-law-looms-2023-04-24/](https://www.reuters.com/world/africa/lgbtq-ugandans-live-fear-new-law-looms-2023-04-24/).*

The Guardian, 2 mai 2023 :

*« Bill retains harshest measures of legislation adopted in March, including death penalty for certain same-sex acts*

*Uganda's parliament has passed a mostly unchanged version of one of the world's strictest anti-LGBTQ+ bills after President Yoweri Museveni asked that certain provisions from the original legislation be toned down.*

***Despite four amendments, the bill retains most of the harshest measures of the legislation adopted in March. Those include the death penalty for certain same-sex acts and a 20-year sentence for "promoting" homosexuality, which activists say could criminalise any advocacy for the rights of lesbian, gay, bisexual, transgender and queer citizens.***

***A measure that obliged people to report homosexual activity was amended to only require reporting when a child is involved. Failure to do so is subject to five years in jail or a fine of 10 million Ugandan shillings (£2,150).***

***Anyone who "knowingly allow[s] their premises to be used for acts of homosexuality" faces seven years in jail.***

***Museveni returned the bill to parliament last month, asking lawmakers to remove the duty to report and to introduce a provision to facilitate the "rehabilitation" of gay people. No such provision has been included in the amended bill.***

*Museveni, a vocal opponent of LGBTQ+ rights, applauded lawmakers for having "rejected the pressure from the imperialists". [...]*

*Today, 371 MPs voted for the amended bill. One MP from the ruling party, Fox Odoi-Oywelowo, voted against, saying it contravened the constitution. The presence of 170 MPs is required to vote on a bill.*

***Museveni has 30 days to either sign the legislation into law, return it to parliament for another revision, or veto it and inform the parliamentary speaker. The bill will, however, pass into law without the president's assent if he returns it to parliament for a second time.***

***Anita Among, the speaker of parliament, said: "Today, parliament has gone again into the history books of Uganda, Africa and the world, [because it] clearly brought up the issue of homosexuality, the moral question, the future of our children, and protecting***

**families.”** ». Source : The Guardian, Uganda’s parliament passes mostly unchanged anti-LGBTQ bill, 2 mai 2023: [www.theguardian.com/world/2023/may/02/uganda-parliament-passes-anti-lgbtq-bill](http://www.theguardian.com/world/2023/may/02/uganda-parliament-passes-anti-lgbtq-bill).

UNAIDS, 3 mai 2023 :

*« Uganda has made excellent progress in tackling the AIDS pandemic. This new Bill, if passed into law, would undercut that progress. It would drive communities away from life-saving services, and obstruct health workers, including civil society groups, from providing HIV prevention, testing and treatment.*

*The evidence is crystal clear: the institutionalization of discrimination and stigma will further push vulnerable communities away from life-saving health services. Research in sub-Saharan Africa shows that in countries which criminalize homosexuality HIV prevalence is five times higher among men who have sex with men than it is in countries without such laws ».* Source : UNAIDS, Communiqué de presse, 3 mai 2023: [https://www.unaids.org/en/resources/press-centre/pressreleaseandstatementarchive/2023/may/20230503\\_Uganda\\_anti-homosexuality\\_bill](https://www.unaids.org/en/resources/press-centre/pressreleaseandstatementarchive/2023/may/20230503_Uganda_anti-homosexuality_bill)

USDOS, 20 mars 2023 :

**« Although the law prohibits arbitrary arrest and detention, security forces often arbitrarily arrested and detained persons, especially opposition leaders; politicians; activists; demonstrators; journalists; lesbian, gay, bisexual, transgender, queer, and intersex (LGBTQI+) persons; and members of the general population accused of violating COVID-19 restrictions. The law provides for the right of persons to challenge the lawfulness of their arrest or detention in court, but this mechanism was seldom employed and rarely successful. [...]**

**While the constitution and law provide for freedom of association, the government did not respect this right. The government restricted the operations of local NGOs, especially those that worked on civil and political rights, including LGBTQI+ rights (see section 6, Restrictions of Freedom of Expression, Association, or Peaceable Assembly). Government regulations require NGOs to disclose sources of funding and personal information regarding their employees and impose onerous registration and reporting requirements. They enable the NGO Bureau, a government agency that formally registers organizations, and its local-level structures to deny registration to any organization focused on topics deemed “undesirable” or “prejudicial” to the “dignity of the people of Uganda.” The regulations also provide the NGO Bureau broad powers to inspect NGO offices and records and to suspend their activities without due process. The NGO Bureau imposed registration, permit renewal, and administrative fees that local NGOs declared were exorbitant. HRW stated that NGOs “risk politically motivated charges for allegedly failing to comply with legal provisions that impose vague ‘special obligations’ on independent groups.” [...]**

**On August 5, the government suspended the LGBTQI+ advocacy organization Sexual Minorities Uganda (SMUG) after blocking it from registering. The government lifted the suspension of some prodemocracy and human rights organizations it had imposed in 2021, including Chapter Four, but maintained the suspension of many others. [...]**

**Criminalization:** Consensual same-sex sexual conduct is illegal according to a colonial-era law that criminalizes “carnal knowledge of any person against the order of nature” and provides for a penalty of up to life imprisonment. Although the government did not directly enforce this law, it used this provision indirectly to restrict the rights of LGBTQI+ persons.

**Violence against LGBTQI+ Persons:** Human rights activists reported instances of non-state actor violence against LGBTQI+ persons and noted that authorities did not adequately investigate the cases. On September 10, human rights activists reported that a mob raped and beat a transgender woman after an acquaintance lured her out of her house. Human rights activists reported that police registered the case but did not report findings of their investigations by year’s end. Human rights activists reported that lesbians and transgender women suffered gender-based violence and rape allegedly aimed at changing their sexuality (see *Involuntary or Coercive Medical or Psychological Practices Specifically Targeting LGBTQI+ Individuals* below).

**Discrimination:** The law prohibits discrimination based on sex, among other categories, but does not explicitly prohibit discrimination on the basis of sexual orientation, gender identity or expression, or sex characteristics. The law does not recognize LGBTQI+ individuals, couples, or their families. Human rights activists reported that LGBTQI+ persons suffered stigma and faced discrimination in access to healthcare, employment, housing, and other social services. Human rights activists reported that families disowned LGBTQI+ persons and expelled them from households, which left many homeless and led others to conceal their sexual orientation. In May human rights activists reported that when two employees of the LGBTQI+ advocacy organization SMUG reported to police that an individual had vandalized their office, police instead accused them of assaulting the individual, arrested them, and refused to investigate their complaint. On June 8, the public prosecutor charged them with assault and the court released them on bail. Their trial continued at year’s end.

**Availability of Legal Gender Recognition:** The country did not permit individuals to change their gender identity marker on legal and identifying documents to bring them into alignment with their gender identity. The law also did not provide the option of identifying as “non-binary/intersex/gender non-conforming.” Human rights activists reported that transgender persons could officially change their names, but government officials blocked them from changing their gender marker on official documents. One individual, however, Cleopatra Kambugu, legally changed her gender identity marker to female in 2021.

**Involuntary or Coercive Medical or Psychological Practices Specifically Targeting LGBTQI+ Individuals:** Human rights activists reported that LGBTQI+ persons endured intense social pressure to change their sexual orientation. Activists reported that some families had LGBTQI+ children undergo counseling sessions with religious leaders or compelled their LGBTQI+ children into arranged and forced marriages in an attempt to change their sexual orientation. Some government officials openly encouraged attempts to change the sexual orientation of LGBTQI+ persons.

***Restrictions of Freedom of Expression, Association, or Peaceful Assembly: The government restricted LGBTQI+ organizations' ability to legally register and operate. Authorities used provisions of the Companies Act to restrict or deny the registration of LGBTQI+ advocacy organizations due to allegations that the proposed names of the organizations were undesirable and their activities unlawful (see section 2.b.). On August 3, officials in the NGO Bureau instructed SMUG to halt operations because it was neither incorporated at the Uganda Registration Services Bureau nor registered with the NGO Bureau, both of which are a requirement for all nonprofit organizations. The suspension of SMUG remained in effect at year's end. Numerous other LGBTQI+ organizations reported that the NGO Bureau declined their registration applications, even after they had secured incorporation at the Uganda Registration Services Bureau, and threatened to halt their operations. [...]***

***The law prohibits discrimination based on race, sex, color, ethnic origin, religion, political opinion, national origin or citizenship, social origin, refugee or stateless status, disability, age, language, and HIV or communicable disease status. Sexual orientation and gender identity are not protected categories under the law.***

***The government did not effectively enforce the law. Penalties were not commensurate with those for similar abuses and were rarely applied. LGBTQI+ persons faced social and legal discrimination in hiring and employment ».*** Source: USDOS, 2022 Country Report on Human Rights Practices: Uganda, 20 mars 2023 : [www.state.gov/reports/2022-country-reports-on-human-rights-practices/uganda](https://www.state.gov/reports/2022-country-reports-on-human-rights-practices/uganda).

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faïtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site [www.osar.ch/publications](https://www.osar.ch/publications). La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse [www.osar.ch/newsletter](https://www.osar.ch/newsletter).